

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AFRIQUE CENTRALE

Avril 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE YAOUNDE

Prévisions 2025 : le FMI ajuste ses perspectives pour la CEMAC face à un contexte plus incertain

Selon le [World Economic Outlook d'avril 2025](#), les projections pour l'année 2025 montrent un ajustement à la baisse des perspectives de croissance pour l'ensemble de la CEMAC, désormais attendue à 2,4 % contre 3 % initialement. Le repli des prévisions est particulièrement sensible au Tchad, dont la croissance pour 2025 a été réévaluée à 1,7 % (contre 3,8 % précédemment), au Cameroun (-0,6 pt à 3,6 %), et en République du Congo (-0,4 pt à 3,3 %). L'économie équato-guinéenne, toujours en contraction, verrait toutefois sa performance légèrement moins dégradée, à -4,2 % contre -4,8 % initialement projeté.

LE CHIFFRE A RETENIR

+2,4%

de taux de croissance en
2025 en zone CEMAC

Les tensions inflationnistes devraient se modérer plus rapidement qu'anticipé dans la région CEMAC, avec un taux moyen désormais attendu autour de 3,2 % en 2025 (contre 3,9 % en 2024), soit un léger repli par rapport aux projections antérieures. Cette évolution reflète la détente des prix internationaux des denrées alimentaires et de l'énergie. L'inflation au Cameroun est ainsi attendue à 3,4 % (contre 3,5 % précédemment), après un niveau de 4,5 % en 2024, et à 2,7 % en RCA, en recul de deux points par rapport aux 4,7 % de l'année précédente. En revanche, certains pays comme la Guinée équatoriale (4 % après 3,2 % en 2024), le Tchad (3,9 % après 5,7 %) et le Gabon (1,5 % après 1,2 %) verraient une légère révision à la hausse de leurs prévisions pour 2025, en raison notamment des ajustements tarifaires et de contraintes d'offre persistantes.

La trajectoire budgétaire de la CEMAC reste globalement fragile, bien que certains pays bénéficient d'une amélioration de leur position. Le solde budgétaire agrégé pour 2025 (dons inclus) est estimé autour de -1,1 % du PIB, en ligne avec les projections d'octobre. À l'échelle nationale, le Tchad affiche un redressement marqué, avec un déficit ramené à -0,5 % du PIB (contre -2 % en 2024). En Guinée équatoriale, la position budgétaire initialement attendue en excédent (+0,3 %) glisserait vers un déficit modéré de -0,8 % (après -1,2 % en 2024), sous l'effet d'une contraction des recettes pétrolières plus marquée qu'anticipé. L'excédent du Congo serait renforcé à 3,5 % (contre 3 %), soutenu par une mobilisation plus dynamique des recettes fiscales, tandis que le déficit projeté du Gabon serait légèrement atténué, à -5,9 % (contre -6,5 %).

La prévision du ratio d'endettement public dans la CEMAC a été très légèrement relevée, passant de 50 % à 52 % du PIB pour 2025, après un niveau estimé à 53 % en 2024. Le Cameroun (+1,6 pt à 39,9 %, après 42,7 % en 2024), la RCA (+2,9 pts à 58,3 %, après 60,7 %) et le Congo (+2,4 pts à 91,4 %, après 95,4 %) sont les principaux contributeurs à cette correction, bien que leurs niveaux d'endettement demeurent globalement orientés à la baisse sur un an.

Indicateurs macroéconomiques

		Croissance du PIB réel (en %)			Inflation (moy. Ann. en)			*Solde Public (en %PIB)			Dettes Publiques (en %PIB)			Solde courant (en % PIB)		
		2024		2025	2024		2025	2024		2025	2024		2025	2024		2025
		Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.
CEMAC	Cameroun	3,6	3,6	▼-0,6	4,5	3,4	▼-0,1	-0,6	-0,8	▼-0,1	42,7	39,9	▲1,6	-3,3	-2,8	▼-0,8
	Centrafrique	1,8	2,9	▲0,0	3,4	2,7	▼-2,0	-5,0	-1,6	▲0,2	60,7	58,3	▲2,9	-9,0	-6,9	▼-0,1
	Congo	2,6	3,3	▼-0,4	3,1	3,3	▼-0,3	2,6	3,5	▲0,6	95,4	91,4	▲2,4	1,3	-1,4	▲3,5
	Gabon	3,1	2,8	▲0,1	1,2	1,5	▼-0,6	-3,9	-5,9	▲0,6	73,4	79,2	▼-0,7	4,5	2,2	▲0,9
	Guinée Equatoriale	1,9	-4,2	▲0,6	3,2	4,0	▲1,2	-1,2	-0,8	▼-1,1	36,2	35,1	▼-0,5	-2,4	-1,7	▼-1,0
	Tchad	1,5	1,7	▼-2,1	5,7	3,9	▲0,2	-2,0	-0,5	▲2,1	33,8	33,9	▲1,5	-1,3	-3,4	▲0,9
	CEMAC	2,9	2,4	▼-0,6	3,9	3,2	▼-0,1	-1,1	-1,1	▲0,3	52,6	51,5	▲1,1	-1,1	-1,9	▼-0,3
RDC		6,5	4,7	▼-0,3	17,7	8,9	▼-0,3	-2,0	-2,6	▼-1,4	19,3	16,3	▲10,4	-4,1	-2,9	▲0,9
Sao Tomé		0,9	3,1	▼-0,2	14,4	9,6	▼-1,2	0,9	2,6	▼-1,7	43,5	37,3	▲5,5	-10,2	-5,1	▼-0,6

Source : World Economic Outlook (WEO) du FMI Avril 2025

*solde budgétaire global (dons inclus).

** Rév : Révision. Pour chaque variable, la colonne «Rév.» indique la révision opérée par le WEO d'avril 2025 pour l'année 2025 par rapport aux dernières prévisions (WEO d'octobre 2024).

Evolution des cours des matières premières

		Matières énergétiques		Matières agricoles		Bois d'œuvre	
Mars 2025		Pétrole	Gaz naturel	Cacao	Huile de palme	Grumes	Bois scié
Référence/mesure		Brent (USD/baril)	(USD/mmbtu)	(USD/kg)	(USD/mt)	(USD/mètre cube)	
Valeur		73	13	8	1069	378	619
Variation mensuelle (%)		-3%	-14%	-18%	0,2%	4%	3%
Variation annuelle (%)		-15%	55%	14%	13%	-1%	2%
Variation sur 5 ans		72%	308%	241%	42%	-5%	1%
Variation sur 10 ans		39%	94%	158%	61%	-3%	-16%

	Matières textiles	Matières industrielles	Métaux et minerais			
Mars 2025	Coton	Caoutchouc naturel	Aluminium	Fer	Cuivre	Or
Référence/mesure	(USD/kg)	(USD/kg)	(USD/mt)	(USD/tmsu)	(USD/mt)	(USD/once troy)
Valeur	2	2	2658	100	9740	2983
Variation mensuelle (%)	-0,5%	-1%	0%	-5%	4%	3%
Variation annuelle (%)	-22%	20%	19%	-9%	12%	38%
Variation sur 5 ans	8%	49%	56%	-8%	58%	69%
Variation sur 10 ans	10%	45%	60%	79%	77%	157%

Source : World Commodities Markets (Banque mondiale)

Régional

Réunion des ministres des Finances, des gouverneurs de la CEMAC et de la France

Le 17 avril 2025 s'est [déroulée](#) à Paris une réunion entre les ministres de l'économie et des finances et les gouverneurs de la région CEMAC et de la France. Cette réunion était coprésidée par le ministre français de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, Éric Lombard, et Ivan Bacale Ebe Molina, ministre des Finances, de la Planification et du Développement économique de la Guinée équatoriale et actuel Président du Comité Ministériel de l'Union Monétaire de l'Afrique centrale. Les sujets principaux ont porté sur le renforcement de la résilience des économies de la CEMAC et sur le futur de l'intégration régionale au profit d'une croissance inclusive et durable. La France a réaffirmé son soutien aux pays de la CEMAC et notamment à la conclusion de nouveaux programmes afin de consolider la situation budgétaire de la région. La prochaine réunion devrait se dérouler au cours de l'année 2026.

Inauguration du pont Yagoua-Bongor reliant le Cameroun et le Tchad

Le pont Yagoua-Bongor, d'une longueur de 620 mètres, reliant la ville camerounaise de Yagoua située dans la région de l'Extrême Nord, à celle de Bongor au Tchad a été [inauguré](#) le 28 avril 2025. L'inauguration s'est tenue en présence des Premiers ministres de la République du Cameroun et de la République du Tchad. La construction de l'ouvrage, démarré en février 2020, d'une durée initiale de 36 mois, avait été confiée au consortium composé de l'entreprise française Razel et de l'entreprise chinoise Sotcocog. D'un coût global de 74 Mds FCFA (112,8 M EUR), financé par un prêt de la BAfD et un don de 40 M EUR (26 Mds FCFA) de l'Union européenne, le projet qui comprend également la construction de voies d'accès de 7,4 km pour le Tchad et 6,8 km pour le Cameroun permettra d'augmenter les échanges commerciaux entre

les deux pays frontaliers. Le pont Yagoua-Bongor constitue le second ouvrage qui relie les deux pays, après le pont Nguéli construit entre la ville de Kousséri et Ndjamena.

PwC se sépare de sa branche d'Afrique francophone

Le cabinet de conseil et d'audit PwC a [annoncé](#) le 31 mars 2025 sa décision de se séparer de sa branche Afrique francophone qui couvrait 10 pays, dont 6 pays d'Afrique centrale (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, RDC et Tchad), après plus de 50 ans de collaboration.

Cameroun

Un emprunt de 107 Mds FCFA auprès de la BID pour la route Ngatt-Febadi-Likok

Le 08 avril 2025, le Président de la République Paul Biya a [signé](#) un décret habilitant le ministre de l'Économie, de la Planification de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) à signer avec la Banque islamique de développement (BID) un accord de financement de 107,4 Mds FCFA. Ces fonds serviront au financement de la construction du tronçon routier Ngatt-Febadi-Likok, d'une longueur de 120 km, dans le cadre de la phase II du projet du corridor Batchenga-Ntui-Yoko-Tibati-Ngaoundéré. Ce projet, vise à la construction d'infrastructures socio-économiques et à l'aménagement de la route Batchenga-Ntui-Yoko-Tibati-Ngaoundéré qui permettra de relier Yaoundé et les régions du Centre et du Sud à celles de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord. Il facilitera ainsi le transport des marchandises et des personnes entre ces zones. La construction du tronçon générerait plus de 5 000 emplois.

Un emprunt de 112,5 Mds FCFA pour moderniser le système d'eau potable de Yaoundé

Le 21 avril 2025, le Président de la République, Paul Biya a [signé](#) un décret habilitant le ministre de l'Économie à contracter trois emprunts pour un montant total de 112,5 Mds FCFA, sous forme

de crédit-acheteur, destinés à financer la reconfiguration du système d'alimentation d'eau potable de Yaoundé. Un premier prêt de 47,9 Mds FCFA sera accordé par ING Banque de Belgique pour le lot 1. Les lots 2 et 3 seront financés respectivement par la Belfus Banque de Belgique pour 39,4 Mds FCFA et à la Deutsche Bank d'Italie pour 25,3 Mds FCFA. Ce nouveau projet devrait permettre une meilleure efficacité du Projet d'Alimentation en Eau Potable de la ville de Yaoundé et ses environs à partir du Fleuve Sanaga (PAEPYS), finalisé en août 2024, qui vise à remédier au déficit d'accès à l'eau potable dans la capitale.

Lagardère inaugure les duty free de l'aéroport de Yaoundé-Nsimalen

Les duty free de l'aéroport de Yaoundé-Nsimalen, gérés par le groupe français Lagardère Travel Retail, ont été inaugurés le 10 avril 2025 en présence de Thierry Marchand, ambassadeur de France au Cameroun. L'espace de 500 m² est composé de 3 magasins qui proposeront près de 20 % de produits camerounais. En septembre 2024, le groupe Lagardère a obtenu auprès des Aéroports du Cameroun (ADC) le contrat d'exploitation des duty free des aéroports de Yaoundé et Douala, pour une durée de 10 ans. Lagardère Travel Retail, qui a investi près de 5 M USD dans la construction de ces duty free, reversera 20 % des ventes des produits locaux à ADC ainsi qu'une part de son résultat net. Présent dans 290 aéroports répartis dans 51 pays, Lagardère Travel Retail est un leader mondial du commerce de détail aéroportuaire.

Le français Parlym construira l'unité de stockage supplémentaire de la SCDP

L'entreprise française Parlym a [remporté](#) l'appel d'offres lancé au mois de mars par la Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers (SCDP) pour la construction de nouvelles unités de stockage de gaz de pétrole liquéfié (GPL) à Douala, d'une capacité de 1 000 tonnes métriques (TM). Le contrat qui a été signé le 07 avril 2025 d'un montant de 8,6 Mds FCFA, prévoit une durée de travaux de 24 mois. Cette

nouvelle unité permettra d'augmenter les capacités de stockage de 20 %, passant de 4 970 à 5 970 TM. Le groupe français, spécialisé dans les projets d'infrastructures énergétiques, avait déjà réalisé en avril 2024 la construction d'une unité de capacité de stockage supplémentaire de 1 000 TM pour la SCDP.

20 Mds FCFA supplémentaires pour le projet filets sociaux de la Banque mondiale

La Banque mondiale a annoncé le 14 avril 2025 que 20 Mds FCFA supplémentaires seraient ajoutés au plan de filets sociaux du Cameroun, ces fonds seront destinés à soutenir les populations affectées par les inondations survenues en 2024 dans la région de l'Extrême-Nord. Le projet, lancé en décembre 2023, vise à aider les ménages les plus modestes et à développer l'entrepreneuriat chez les jeunes de 18 à 35 ans. Avec cette nouvelle allocation, le financement total atteint désormais 166 Mds FCFA, dont 112 Mds FCFA apportés par la Banque mondiale et 54 Mds FCFA par le gouvernement camerounais. Cette nouvelle enveloppe permettra de venir en aide à 100 000 personnes supplémentaires sur la période 2023-2028, portant le total de bénéficiaires à 456 000 personnes.

Le Cameroun ambitionne de rejoindre la Mission 300 de la BAfD pour connecter 6,5 M de personnes à l'électricité

Le Cameroun a exprimé son intérêt à rejoindre la « Mission 300 » lors des rencontres entre le gouvernement et la Banque africaine de développement (BAfD) qui se sont [tenues](#) du 10 au 21 mars 2025. Le programme « Mission 300 » est une initiative conjointe entre la BAfD et la Banque mondiale visant à fournir de l'électricité à 300 millions de personnes en Afrique d'ici 2030. Le Cameroun, quant à lui, ambitionne de connecter 6,5 millions de personnes supplémentaires à l'électricité d'ici 2030, portant ainsi le taux d'accès à l'électricité entre 80 et 85 % contre 73 % en 2023.

Recouvrement de l'IRPP : seulement 60 % de l'objectif atteint en 2024

Le ministre des Finances, Louis Paul Motaze, a annoncé devant les députés le 04 avril dernier à l'Assemblée nationale que 15 Mds FCFA avaient été recouverts en 2024 au titre de l'Impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP). Ce montant est nettement inférieur à l'objectif de 25 Mds FCFA prévu par la Direction Générale des Impôts (DGI), avec un taux de recouvrement de seulement 60 %. L'IRPP, instauré depuis la loi de finances de 2021, concerne notamment l'imposition sur les salaires perçus, les pensions ou encore les revenus financiers.

Banque mondiale : près de 70 % des fonds destinés au Cameroun non utilisés

La Revue conjointe du portefeuille de coopération Cameroun-Banque mondiale s'est [tenue](#) les 14 et 15 avril 2025 à Yaoundé en présence du ministre de l'Économie et le Directeur de Division Afrique de l'Ouest et Centrale de la Banque mondiale. La rencontre a permis de faire le point sur la mise en œuvre du Cadre de partenariat Pays 2025-2029, qui vise à promouvoir la création d'emplois décents et à l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base au Cameroun. La Banque mondiale a rappelé que 17 projets nationaux sont actuellement financés dans le pays, pour un montant total de près de 4,5 Mds USD, concentré principalement dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture et des infrastructures routières. L'institution alerte néanmoins sur le faible taux de décaissement des fonds, estimant que près de 69 % des financements restent non utilisés. Pour pallier ce problème, la Banque mondiale suggère la mise en place d'un meilleur alignement des procédures entre les deux parties et d'un suivi rigoureux de la mise en œuvre des projets.

Le consortium Obasanjo Agro- Allied Business envisage d'investir 700 M USD au Cameroun

Le consortium Obasanjo Agro-Allied Business (OABL) a communiqué son intention d'investir près de 700 M USD au Cameroun avec des opérations centrées autour du port de Kribi. Ces investissements seront notamment dirigés vers les secteurs de l'agriculture, du transport maritime, de l'hôtellerie ou encore du pétrole, dans l'objectif de renforcer les échanges commerciaux entre le Nigéria et le Cameroun. Dans le détail, le consortium envisage notamment d'étendre ses activités agricoles au Cameroun sur 610 hectares de terres à Kribi, pour la culture du maïs et de soja. Le groupe prévoit également de développer des industries de fabrication d'emballages, de vente en gros d'engrais et la construction d'entrepôts. Par ailleurs, OABL projette de créer des parcs de stockage de pétrole et de gaz destinées au ravitaillement des navires. Enfin, le projet comprend la construction d'un hôtel cinq étoiles à Kribi.

Centrafrique

Les services du FMI achèvent une mission en RCA

Une équipe du FMI a [conduit](#) des discussions avec les autorités centrafricaines, à Bangui du 19 au 28 mars 2025, au titre de la 3^{ème} et 4^{ème} revue du programme de la RCA soutenu par la Facilité Elargie de Crédit (FEC). Il a été souligné que la RCA continue de faire face à des tensions persistantes sur les finances publiques liées à la fragilité structurelle des recettes fiscales et au déficit d'appuis budgétaires. Le prix à la pompe du carburant, près de 40% plus élevé que le cours mondial, continue de peser sur l'activité économique et le pouvoir d'achat des ménages. Les autorités se sont engagées à conduire un audit des coûts et marges de la structure officielle des prix de carburants. La croissance du PIB réel en 2024 a été revue à la hausse à 1,8 %, avec une accélération attendue en 2025 à 2,9 %, tirée par une combinaison de facteurs dont le déploiement en cours de la 4G, un rebond attendu dans le secteur minier dans un contexte

de levée de l'embargo sur les diamants, et l'avancement des travaux liés au Corridor 13. Toutefois, ces perspectives de croissance sont soumises à d'importants risques baissiers liés notamment aux conséquences potentielles de la suspension partielle de l'aide américaine, au calendrier électoral, et aux difficultés persistantes dans le secteur de l'énergie. Les autorités continuent de faire des progrès dans la mise en œuvre des réformes des finances publiques, notamment en termes de digitalisation des régies financières et un plafonnement d'exonérations exceptionnelles.

Un investissement de 800 Mds FCFA de Mahasakthi Group pour relancer l'agriculture

La société indienne Mahasakthi Group a annoncé un investissement de près de 800 Mds FCFA dans le secteur agro-industriel en République centrafricaine. Le projet, officialisé par une convention signée le 15 avril entre l'entreprise et le gouvernement, prévoit la culture de plus de 30 000 hectares de manioc et de canne à sucre et débutera en juillet 2025 par une étude de faisabilité. 100 Mds FCFA seront investis pour la culture et la transformation du manioc, et plus de 655 Mds FCFA pour la canne à sucre. Il est prévu que ce projet crée 5 000 emplois directs et profite indirectement à près de 20 000 personnes. Les cultures de manioc seront implantées dans les préfectures de la Ouaka et de la Lobaye, tandis que celles de canne à sucre se développeront dans l'Ouham et l'Ouham-Fafa.

Congo

Création d'un Comité de trésorerie de l'Etat

Le ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille public de la République du Congo a [créé](#) un « Comité de trésorerie de l'État » par l'arrêté ministériel du 3 avril 2025. Cette instance aura pour missions d'adopter un plan de trésorerie annuel, trimestriel et mensuel basé sur le budget approuvé, d'effectuer le suivi de son exécution et d'assurer un suivi régulier du recouvrement des recettes de l'État. Le Comité

se réunira deux fois par mois pour examiner les réalisations de recettes et de dépenses et s'accorder sur les prévisions de recettes et de dépenses. Il dispose d'un secrétariat technique qui se réunit chaque semaine pour évaluer, mettre à jour et préparer le plan de trésorerie. Cette réforme vise à améliorer la gestion des finances publiques, eu égard au niveau d'endettement du pays. Selon la Caisse congolaise d'amortissement, la dette publique du Congo s'élèverait à 8 530,9 Mds FCFA au 31 décembre 2024, ce qui représente 95% du PIB.

La construction du barrage de Sounda reportée

Le ministre de la Communication et des Médias a annoncé le report sine die du démarrage des travaux du barrage de Sounda. Il s'agit du plus grand barrage du pays dont la production est estimée à 600 mégawatts (MW) pour un coût des travaux évalué à 1 300 Mds FCFA (environ 2 Mds EUR). Le Congo produit actuellement 720 MW, dont une grande partie est inexploitable en raison de la mauvaise qualité du réseau, provoquant ainsi des coupures d'électricité fréquentes, notamment dans les grandes villes du pays. Ces difficultés, évoquées par ailleurs par le ministre, témoignent de la nécessité de réformer la gestion du secteur de l'électricité.

Eni Congo cède à la société suisse Vitol une partie du projet Congo LNG

Dans un communiqué [publié](#) le 19 mars 2025, le groupe italien Eni a annoncé la cession d'une partie de ses actifs détenus dans le projet Congo LNG (gaz naturel liquéfié) à Vitol, une société suisse de négoce pétrolier. Vitol va acquérir une participation de 25 % dans le projet Congo LNG dans lequel Eni détient une participation de 65 %. Cette cession, qui représente un montant de 1,65 Md USD (environ 990 Mds FCFA), s'inscrit dans la stratégie de rééquilibrage du portefeuille du groupe italien, qui passe notamment par une réduction de ses participations. Les deux sociétés ont réalisé une opération similaire en Côte d'Ivoire. Le projet Congo LNG, opérationnel depuis février 2024, produit

actuellement 1 Md de m³ de gaz liquéfié par an. Avec la deuxième phase du projet, qui devrait débuter fin 2025, les exportations de gaz du Congo devraient augmenter à 4,5 Mds de m³ par an.

Signature d'un accord de libre-échange entre le Congo et les Émirats Arabes Unis

À l'occasion de la visite de travail du président congolais, début avril à Abu Dhabi, les deux pays ont signé un Accord de partenariat économique global (CEPA) visant à renforcer les échanges commerciaux. L'accord prévoit une exonération des droits de douanes de 98 % sur les exportations congolaises hors pétrole à destination des Émirats Arabes Unis sur une période de cinq ans. Les exportations émiraties vers la République du Congo seraient également exonérées de 99,5 % sur la même période. Cet accord devrait permettre de doubler le commerce bilatéral hors pétrole de 3,1 Mds USD en 2024 à 7,2 Mds USD d'ici 2032. Il fait suite à la signature en 2023 de trois accords stratégiques entre les deux pays, incluant une convention de non-double imposition, un accord de promotion et de protection des investissements, ainsi qu'un accord sur le transport aérien. L'accord devra d'abord être ratifié par les Parlements des deux pays pour être effectif.

Gabon

Résultats provisoires des élections présidentielles

Brice Clotaire Oligui Nguema, Président de la Transition depuis août 2023, a été élu Président de la République avec 94,85 % des voix, selon les résultats provisoires, lors de l'élection présidentielle du 12 avril 2025. Sur 908 916 électeurs inscrits, 636 606 se sont rendus aux urnes, élevant le taux de participation à 70,11 %. Le principal opposant, Alain Claude Bilie-by-Nze, n'a obtenu que 3,11 % des voix et a annoncé ne pas saisir la Cour constitutionnelle, suite à l'annonce des résultats. Une période de huit jours minimum doit être observée avant l'annonce définitive des résultats, qui permettra

l'investiture du Président de la République du Gabon.

L'État Gabonais acquiert les actifs de Tullow Oil et de SMP Afrique

L'État gabonais a acquis les actifs de la filiale locale de Tullow Oil pour un montant de 300 M USD (environ 181 Mds FCFA) ainsi que ceux de la Société de Maintenance Pétrolière (SMP). Le rachat de SMP Afrique, société spécialisée dans la maintenance et le forage pétrolier, permettra au pays d'élargir ses capacités techniques et de renforcer son expertise locale. Avec une production d'environ 12 000 barils par jours, les actifs de Tullow porteront la production de la Gabon Oil Company (GOC), l'entreprise pétrolière étatique, à 82 000 barils par jour selon le Président Brice Clotaire Oligui Nguema. Cette acquisition illustre la volonté des pouvoirs publics de reprendre la main sur l'ensemble de la chaîne d'exploitation des ressources pétrolières au Gabon.

Baisse de la production d'huile de palme en 2024

Olam Palm, principal producteur d'huile de palme au Gabon, enregistre une baisse significative de sa production pour la deuxième année consécutive. La production de régime de palme chute de 9,8 % en 2024 pour s'établir à 559 211 tonnes contre 617 917 tonnes en 2023. De même pour la production d'huile rouge, qui baisse de 6,5 % passant de 146 414 tonnes en 2023 à 136 852 tonnes en 2024. La dégradation du niveau de production de la société résulte d'une mauvaise orientation de la demande, de la baisse des prix sur les marchés internationaux et des changements climatiques. En revanche, les perspectives pour l'année 2025 sont meilleures, avec une potentielle hausse de 11 %, grâce à l'amélioration des rendements liée à l'arrivée à maturité de certaines palmeraies.

Signature d'un protocole d'accord entre Genmin et Sinohydro

La société chinoise de construction Sinohydro a [signé](#) le 17 avril un protocole d'accord avec la société australienne Genmin pour le développement du projet minier de Baniaka. Plus tôt en mars, Genmin avait signé une convention avec l'État gabonais pour l'exploitation de la mine de fer de Baniaka qui, une fois en exploitation, pourrait atteindre une production de 5 M de tonnes par an. La société Sinohydro a obtenu une période d'exclusivité pour soumettre une proposition technique et commerciale pour la construction de Baniaka, intégrant une proposition pour le contrat d'EPC de la mine et de l'infrastructure ainsi qu'une proposition séparée pour les services d'exploitation minière et d'exploration. La société chinoise devra également aider Genmin dans l'obtention d'un financement de 250 M USD pour le développement du projet.

Hausse de 3,2 % de l'excédent de la balance commerciale en 2024

En 2024, la balance commerciale du Gabon a enregistré un excédent de 4 091 Mds FCFA, en hausse de 3,2 % par rapport à 2023. Les exportations ont été portées à 6 310 Mds FCFA contre 5 937 Mds FCFA en 2023 (+6,5 %). Cette hausse s'explique par les bonnes performances des ventes de pétrole brut qui représentent près de 70 % des exportations du Gabon, et des produits de rente (+23,4 %). En parallèle, les importations ont également augmenté passant de 1 973 Mds FCFA en 2023 à 2 220 Mds FCFA en 2024 (+12,5 %). Cette hausse est tirée tout particulièrement par les importations de biens intermédiaires (+30,9 %), en lien avec les différents projets d'infrastructures lancés par le Président de la Transition.

Guinée Équatoriale

Première notation financière auprès de Bloomfield Investment

L'agence de notation Bloomfield Investment Corporation a [procédé](#) à la première notation souveraine en monnaie locale de la Guinée équatoriale. L'agence, spécialisée dans la notation financière des pays africains en monnaie locale, a attribué à long terme la note de « BBB » et à court terme la note « A2 », toutes deux assorties d'une perspective stable. L'agence a ainsi classé la Guinée équatoriale dans la catégorie « *Investment Grade* », traduisant une bonne capacité à honorer ses engagements financiers, malgré un contexte macroéconomique incertain marqué par une croissance de -5,8 % en 2023. En effet, Bloomfield rappelle que le pays a été particulièrement touché par la mauvaise performance du secteur pétrolier, illustrant la nécessité du pays de se diversifier pour réduire cette forte dépendance aux hydrocarbures. Sur la période 2018-2023, les hydrocarbures constituaient près de 34 % du PIB, 81 % des recettes budgétaires et 94 % des exportations. La Guinée équatoriale est le second pays de la CEMAC après la RCA à obtenir une notation de la part de Bloomfield.

China Gezhouba s'occupera de la modernisation de l'accès à l'eau potable sur l'île de Bioko

Le vice-président Teodoro Obiang Nguema a [annoncé](#) le 02 avril avoir conclu un accord avec l'entreprise chinoise China Gezhouba pour le projet de modernisation d'accès à l'eau potable sur l'île de Bioko, qui abrite la capitale Malabo. Le montant du contrat, estimé à 98 Mds FCFA (160 M USD) et initialement fixé à 380 M USD, a fait l'objet de négociations depuis 2015 avec l'entreprise chinoise. Le projet comprendra l'installation de 173 km de canalisations, la construction d'une usine de traitement d'eau et la mise en place d'un réseau de distribution moderne, qui permettront de produire 45 000 m³/jour et desserviront près de 300 000 habitants. Le gouvernement ambitionne

d'atteindre un taux d'accès à l'eau de la population de 70 %, contre seulement 47,9 % actuellement. Les travaux devraient démarrer au cours du second semestre 2025, à la suite de la signature de l'accord lors du prochain voyage officiel en Chine du vice-président.

Tchad

Un don de la BAfD et de la CBLT de 10,2 M USD pour le lac Tchad

La BAfD et la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) ont [signé](#) un accord de don de 10,2 M USD dans le cadre du projet d'appui technique à la restauration des fonctions écologiques et économiques du bassin du lac Tchad (PARFEBALT), le 20 mars 2025 à N'Djamena. Ce projet, qui s'inscrit dans la stratégie d'appui 2024-2033 de la BAfD, est financé par le Fonds africain de développement, par la Facilité d'appui à la transition ainsi que par la Commission du bassin du lac Tchad. Son financement vise à renforcer la résilience des populations locales face à la dégradation environnementale et aux défis socio-économiques de la région, notamment à travers des formations et des activités génératrices de revenus.

L'UE et l'ONU annoncent de nouveaux financements en soutien aux populations vulnérables

Le 21 avril 2025, le président tchadien Mahamat Idriss Déby Itno a reçu à N'Djamena Mme Hadja Lahbib, Commissaire européenne à l'Égalité, à la Préparation et à la Gestion des Crises, ainsi que M. Filippo Grandi, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés afin d'échanger sur la situation à l'Est du pays, les besoins les plus urgents ainsi que sur les moyens de renforcer la coopération avec les agences onusiennes. La diplomate européenne a [annoncé](#) une aide financière de plus de 74 M EUR pour le Tchad ainsi qu'un second financement de 269 M EUR pour pallier l'impact de la crise au Soudan à l'échelle de la région. À cette occasion, l'Union européenne et le Tchad se sont félicités du long

partenariat entre les deux organisations et ont également [réaffirmé](#) leur engagement pour la paix, le développement et la stabilité dans la région.

Le groupe Orabank comme acteur de soutien au Plan National de Développement tchadien

Le 20 mars 2025, le Premier ministre tchadien, M. Allah-Maye Halina, a [rencontré](#) une délégation du Groupe Orabank afin d'explorer les moyens par lesquels Orabank Tchad pourrait soutenir son Plan National de Développement (PND), notamment dans des secteurs clés comme l'agriculture, l'élevage et l'industrie. Le Premier ministre a insisté sur l'importance de ce partenariat pour stimuler la transformation locale des produits et augmenter la valeur ajoutée à l'économie nationale. Déjà engagé pour la bancarisation des citoyens et leur inclusion financière, le Groupe Orabank a assuré qu'il soutiendra activement les projets dans ces secteurs.

Sao Tomé-et-Principe

Les Nations Unies augmentent leur fonds de soutien

L'ONU a mis à disposition du gouvernement santoméen 26 M USD en 2025 pour soutenir des projets transformateurs à Sao-Tomé-et-Principe, soit une augmentation de 5 M USD par rapport à 2024. Pour la première fois, le gouvernement et les Nations Unies ont développé des plans de travail conjoints spécifiques à chaque Ministère. Les plans privilégient notamment les actions dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la protection sociale, de la sécurité alimentaire, de l'environnement, de la gouvernance, de l'égalité des sexes et de la jeunesse.

Le FIDA lance un programme avec trois États lusophones d'Afrique dont Sao-Tomé-et-Principe

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) a [lancé](#), mardi 15 avril à Praia (Cap-Vert), un programme régional destiné à renforcer la résilience de l'agriculture face aux changements climatiques dans trois États lusophones d'Afrique de l'Ouest et du Centre : le Cap Vert, Sao Tomé-et-Principe et la Guinée-Bissau. Ce programme, intitulé ADAPT (Adaptação dos Pequenos Estados Insulares em Desenvolvimento da África Ocidental e Central), s'étendra sur cinq ans avec un budget de 10,5 M EUR, selon les précisions du directeur du FIDA, Bernard Hien.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Michel DROBNIAK (Service économique régional de Yaoundé)

Rédacteurs : Mohamed AYIAGNIGNI - Corentin BATTUT (SER Yaoundé) ; Guillaume PREVOST - Ingrid ORAMALU (SE Brazzaville) ;
Pascal FORNAGE - Agathe LEBEAU - Matthieu POMMIER (SE Libreville) ; Aloïse MAS-MEZERAN (AFD-Bangui) ;
Naïma TAHRAN (AFD-N'Djamena)